



**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes
2, avenue Grüner – Allée C
42000 Saint-Etienne**

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées	
Référence : UID4243-DSSP-022-0187	
Le 16 mai 2022	
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL
Société FLOREAL SA – Station service Géant Casino Centre Commercial La Béraudière 42 150 LA RICAMARIE N°SIRET : 95040592800884 Siège social : 1 Esplanade de France – BP. 306 - 42008 St-Etienne	GUN 006110928 Priorité <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre P3 DREAL <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC Régime <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS SEVESO
Activité principale : Station-service	
Date du contrôle : 15/03/2022	
Type de contrôle	
<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée OCP 2022 <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle	
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du	<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre : Opération coup de poing 2022 sécurité, incendie
Thème(s) du contrôle Sécurité, Incendie	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • ensemble du site	
Référentiel(s) du contrôle • [1] Arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-services soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 des ICPE • [2] Canevas Opération coup de poing – risque incendie dans les ICPE	

I. Synthèse de la visite et des constatations

I.1. Périmètre inspecté

Cette inspection s'inscrit dans le contexte d'une opération coup de poing 2022 portant sur les risques accidentels et notamment le risque incendie. L'objectif étant de s'assurer de la présence et du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité en accord avec les différents textes en vigueur. Les points de contrôle suivants ont été vérifiés :

- moyens de lutte contre l'incendie
- maintenance et test des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie
- prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction.

I.2. Situation administrative.

L'installation de distribution de carburant Géant Casino La Ricamarie est soumise au régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1435 (inférieure à 20 000 m³) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et elle est réglementée par l'arrêté ministériel du 15 avril 2010.

Rubrique	Alinéa	Nature	Quantité totale	Régime autorisé
1435	2	Stations-service	8 000 m³	DC
1434	1.b	Liquides inflammables (remplissage ou distribution) autres que 1435	25 m³/h	DC
1414	3	Gaz inflammables liquéfiés (remplissage ou distribution)		DC
2910	A.2	Combustion	< 20 MW	DC

La station est en libre service, elle est sous la surveillance d'une personne assurant la vente de carburant durant 2 heures par jour du lundi au samedi (de 8h à 10h). En dehors de cet horaire, la station service est considérée comme étant en libre service sans surveillance selon l'article 1.8 de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010.

I.3. Inspection de la station-service

La station service est équipée de 7 cuves :

N° de cuve	1	2	3	4	5	6	7	8
Volume (m³)	60	30	30	40	40	50	60	10
Produit	GO	GO	GO	SP98	Super Diesel	Super Diesel	E10	GPL

L'ensemble des cuves est enterré et est constitué en double parois. La station service présente 10 pompes ainsi qu'une piste réservée aux poids lourds.

Les points de contrôles effectués lors de l'inspection figurent dans le tableau ci-dessous :

Noms	Source	Article	Observation
Rétentions des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 15 avril 2010	2.9	Le séparateur à hydrocarbures n'est pas suffisamment dimensionné pour faire office de récupération des eaux d'extinction (environ 4,6 m³)
Propreté		3.4	Le site est propre et entretenu
Moyens de lutte contre l'incendie		4.2	Extincteurs : 1 par îlot Un dispositif d'arrêt d'urgence sur chaque îlot
Consignes de sécurité		4.7	Les consignes sont clairement affichées et le personnel est formé et sensibilisé aux consignes de sécurité.
Dispositifs de sécurité		4.9.4	Pas de dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation
Consignes d'exploitation		4.8	Existence de procédures Vérification des dispositifs de sécurité
Réservoirs et canalisations		4.10	Présence d'un décanteur
Récupération air odeur		6	Récupération des vapeurs Maintenance des systèmes

I.5. Constats effectués

Les constats effectués lors de l'inspection sont présentés par thème dans la fiche en annexe 1 du présent rapport. Pour chaque prescription concernée, le tableau rappelle son libellé, synthétise les déclarations de l'exploitant, indique les documents consultés, les constats effectués sur site et précise le cas échéant l'écart constaté et/ou les observations formulées pour améliorer la prise en compte de l'environnement et de la sécurité.

II. Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, un constat est émis concernant **le dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation (article 4.9.4 de l'AM du 15 avril 2010)** en annexe 1.

Il est demandé à l'exploitant d'apporter dans un délai de 3 mois une réponse au constat formulé par l'inspection des installations classées.

Annexe 1 – Fiche de constats¹
Inspection du 15/03/2022

Constat N°1 : **Dispositif de sécurité**

La station d'essence ne dispose pas de dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation (pas d'interphone)

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 4.9.4 de l'arrêté du 15 avril 2010 applicable aux stations-services relevant du régime de la déclaration	3 mois	Un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à Madame la Préfète de la Loire.

¹ L'exploitant peut demander cette annexe en format modifiable afin d'y mentionner les suites apportées aux non-conformités relevées.